



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1359

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Didier Migaud.

M. Didier Migaud. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

L'INSEE vient de publier les comptes de la nation pour l'année 1998 en utilisant les nouvelles normes statistiques européennes, qui font apparaître un certain nombre de mouvements sensibles, mais positifs, de plusieurs indicateurs.

Désormais, tous les pays européens ont les mêmes références et, grâce à cette harmonisation statistique, nous sommes en mesure de comparer beaucoup mieux qu'auparavant les performances des économies européennes entre elles.

Monsieur le ministre, je souhaiterais précisément que vous puissiez situer les performances de l'économie française (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) par rapport à celles de nos partenaires européens («Question téléphonique !», sur les mêmes bancs), depuis que l'actuel Gouvernement a réorienté la politique économique (Exclamations sur les mêmes bancs),...

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Didier Migaud. ... pour obtenir de biens meilleurs résultats en termes de croissance et d'emplois.

La France a connu en 1998, et je pense que vous allez le confirmer, un taux de croissance record, supérieur à la moyenne européenne, ce qui n'était pas le cas sous les gouvernements de MM. Juppé et Balladur.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Je souhaite qu'à partir des données de l'INSEE et des hypothèses de l'OCDE vous puissiez également nous donner votre sentiment sur ce que pourra être la croissance en 1999 et sur les perspectives de notre économie. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, pour répondre à cette question piège ! (Sourires.)

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés (Applaudissements ironiques sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) la séance des questions à l'Assemblée nationale est un moment où la majorité et l'opposition sont souvent amenées à se confronter, et parfois à s'opposer, mais j'apporte aujourd'hui à la représentation nationale de bonnes nouvelles («Ah !» sur les mêmes bancs), dont je pense que vous devez tous vous réjouir, sur tous les bancs. Car aucun élu du peuple ne peut nier le fait que les salariés et les entrepreneurs français aient permis à notre pays d'avoir de bons résultats économiques. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Pierre Lellouche. Encore heureux !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. En effet, une harmonisation des données permettant

une comparaison entre les pays européens a été opérée. Elle montre d'abord que la croissance française a bel et bien été de 3,2 % en 1998. Ce qui est plus surprenant, c'est que celle de nos voisins a plutôt été révisée à la baisse, si bien que l'écart entre la croissance française et celle de nos voisins est d'autant plus fort, la croissance n'ayant été que de 2,3 % en Allemagne et de 1,4 % en Italie. Notre croissance a été de près d'un point supérieure à celle de nos voisins allemands, et deux fois supérieure à celle de nos voisins italiens. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Comme on le sait, c'est principalement la demande intérieure qui est à l'origine de cette évolution («Très bien !» sur les bancs du groupe socialiste), et, dans une certaine mesure, la crise en Asie nous a un peu nui. S'il n'y avait pas eu cette crise, au lieu d'être de 3,2 %, le taux de croissance serait de 3,5 % ou 3,6 %. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

Le deuxième bon résultat qui, j'en suis sûr, vous réjouira également tous, est que le déficit, que nous avons estimé l'année dernière à 2,9 %, se révèle n'être que de 2,7 % du PIB. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Philippe Briand. Vous allez pouvoir dépenser !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. La spirale de la dette est donc arrêtée et le déficit a diminué de 0,8 point, ce qui est la meilleure performance de tous les pays européens. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Enfin, une troisième bonne nouvelle vous réjouira aussi: après la hausse de deux points des prélèvements obligatoires de 1993 à 1997, les nouvelles statistiques confirment la stabilisation de ces prélèvements en 1998, et à un niveau plus faible que ce que tout le monde croyait !

On nous a beaucoup dit qu'avec un pourcentage de 46 % du PIB la France avait les impôts les plus élevés d'Europe. En fait, nous sommes bien loin, de ce pourcentage puisque, nous sommes à peine au-delà de 44 %. Bonne nouvelle pour nous tous ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

J'ai entendu, dimanche soir, un responsable, et non des moindres de l'opposition, dire à la radio que le chômage, avait certes baissé en France - on ne peut pas dire le contraire -, mais qu'il avait moins baissé qu'en Allemagne.

J'ai rappelé ces chiffres pour que tout le monde soit correctement informé, la majorité comme l'opposition. Le chômage ne diminue pas suffisamment, certes, mais nous faisons en sorte qu'il diminue le plus vite possible. Entre juin 1997 et décembre 1998, date pour laquelle nous disposons des derniers chiffres connus, le chômage a diminué de 1,1 % en France, contre 0,5 % seulement en Allemagne, alors qu'on nous disait qu'il avait davantage diminué dans ce pays. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

L'économie française est aujourd'hui celle qui fonctionne le mieux si on la compare à celle des autres grands pays européens (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste), les comparaisons internationales effectuées non pas par nous, mais par les instituts européens, et qui viennent d'être publiées, le montrent. La majorité, dont la politique a été mise en oeuvre, a toutes les raisons de s'en réjouir, mais je pense que l'opposition, qui ne peut pas être chagrinée de nos bons résultats, a toutes les raisons de les saluer aussi. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Didier Migaud](#)

Circonscription : Isère (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1359

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mai 1999, page 4587

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 mai 1999